

C'EST À DIRE

La Bernésina

Pas question de se résigner comme un conseiller fédéral à la *Bernésina* du 12 juin. Rejetons au contraire de toutes nos forces cet autoportrait mensonger.

Par Jean-Bernard Vuilleme

Le triple non du 12 juin ne laisse guère de place aux nuances. Il ne révèle pas quelque trait de caractère pittoresque de l'Helvétie moyen, mais bien le triste visage de la Suisse en fin de 20^{ème} siècle. C'est un visage rétracté au front bas et au regard inerte jouissant d'une acuité atteignant tout juste le bout de son nez, qu'il a épais et maladivement allergique à la moindre odeur étrangère. Ses non monomaniaques renseignent sans équivoque sur sa nature profonde: non aux casques bleus (en fait à toute forme de solidarité hors des frontières), non encore à tout ce qui n'est pas certifié pur suisse (les enfants étrangers de la 2^{ème} génération nés et grandis ici aussi bien que les réfugiés) et non enfin, naturellement, à une reconnaissance minimale des arts et des artistes dans la société.

Tel est le visage de la Suisse qui se profile de plus en plus nettement aux yeux de l'Europe et du monde, pauvre en esprit, muré dans ses mythes et hostile à tout coq qui n'a pas eu l'heur de naître perché sur un clocher helvétique. Il faut dire aujourd'hui, au nom même de la diversité qui fonde l'identité de ce pays, que nous refusons carrément d'assumer cette tête d'idiot du village. Que les pâles et replets *neinsager* du 12 juin la gardent pour eux et l'admirent tant et plus dans le miroir de l'intelligence effondrée. S'ils se trouvent beaux ainsi, que ces tristes Narcisses ne nous forcent pas plus longtemps à nous affubler de leur masque grotesque! Nous Romands d'abord, mais encore Bâlois, Bernois, Zurichois et Grisons (laissons les casques bleus de côté!), pourrions-nous longtemps encore supporter les effets pervers d'un fédéralisme faisant la part si belle aux cantons qu'il autorise la victoire d'une minorité métamorphosée en majorité grâce à quelques contrées prisonnières de mythes éculés? Supporterons-nous longtemps encore ce Conseil fédéral interdit de programme, allant jusqu'au ridicule de camouflet en camouflet, venant chaque fois constater à la télévision que le peuple a malgré tout raison d'avoir tort et contraint d'expliquer toujours plus souvent à l'étranger que

ce n'est pas sa faute si le peuple pense autrement que lui?

Je crois que non. Car le peuple ne peut pas toujours se résumer à une certaine partie du peuple, pour ainsi dire toujours la même, qui minorise la partie francophone et ne fait aucun cas de ses choix. Si rien ne change, la Suisse finira par implorer. Son mode de gouverner à vue par un consensus de façade ligoté aux lubies populaires, qu'alimentent de leurs fantasmes isolationnistes quelques Blocher, paraît aujourd'hui condamné. Il ne se trouvera bientôt plus que quelques masochistes ou quelques ambitieux à tête creuse pour espérer une carrière ministérielle si dérisoire et ostensiblement vouée à l'impuissance et au désaveu. Notre fédéralisme comme notre démocratie directe interdisent aujourd'hui toute évolution et favorisent jusqu'à l'absurde les tenants d'une Suisse immuable et fantasmagique. A laisser ce pays mariner dans ses climages, avec une Suisse alémanique imposant systématiquement ses points de vue, les Romands en viendront à porter la croix blanche d'un pays devenu étranger.

La Suisse n'est pas née de la cuisse de Jupiter, mais d'une lente succession d'associations cantonales fondées sur des intérêts communs et la définition d'une solidarité confédérale. Construite en tant qu'Etat, elle n'a jamais existé de fait en tant que nation. Le bon Suisse n'est pas celui qui est né suisse, mais celui qui a décidé de le devenir. Dès lors que nous ne nous reconnaissons plus dans le visage du pays, nous avons le choix de jouer les pédagogues rigolos (imaginons Jacques Pilet faisant la leçon aux vieux Suisses rassemblés au Grütli!) ou, plus sérieusement, de remettre en question le fédéralisme helvétique en tant que minorité linguistique. La question se pose d'évidence, scrutin après scrutin. Faut-il attendre que la situation pourrisse jusqu'à écœurement désabusé des Romands pour oser l'articuler?

Après le triple refus du 12 juin, succédant à celui de l'Espace économique, il est temps de refaire les comptes et de renvoyer à l'expéditeur son autoportrait vraiment problématique.

J.-B. V.